

**No. 51227\***

---

**United States of America  
and  
Democratic Republic of the Congo**

**Agreement between the Government of the United States of America and the Government of the Democratic Republic of the Congo regarding the surrender of persons to the International Criminal Court. Washington, 19 March 2003**

**Entry into force:** *22 July 2003 by notification, in accordance with paragraph 5*

**Authentic texts:** *English and French*

**Registration with the Secretariat of the United Nations:** *United States of America, 20 August 2013*

*\*No UNTS volume number has yet been determined for this record. The Text(s) reproduced below, if attached, are the authentic texts of the agreement /action attachment as submitted for registration and publication to the Secretariat. For ease of reference they were sequentially paginated. Translations, if attached, are not final and are provided for information only.*

---

**États-Unis d'Amérique  
et  
République démocratique du Congo**

**Accord entre le Gouvernement des États-Unis d'Amérique et le Gouvernement de la République démocratique du Congo relatif à la remise de personnes à la Cour pénale internationale. Washington, 19 mars 2003**

**Entrée en vigueur :** *22 juillet 2003 par notification, conformément au paragraphe 5*

**Textes authentiques :** *anglais et français*

**Enregistrement auprès du Secrétariat des Nations Unies :** *États-Unis d'Amérique, 20 août 2013*

*\* Numéro de volume RTNU n'a pas encore été établie pour ce dossier. Les textes reproduits ci-dessous, s'ils sont disponibles, sont les textes authentiques de l'accord/pièce jointe d'action tel que soumises pour l'enregistrement et publication au Secrétariat. Pour référence, ils ont été présentés sous forme de la pagination consécutive. Les traductions, s'ils sont inclus, ne sont pas en form finale et sont fournies uniquement à titre d'information.*

[ ENGLISH TEXT – TEXTE ANGLAIS ]

**Agreement between the Government of the United States of America and the Government of the Democratic Republic of the Congo Regarding the Surrender of Persons to the International Criminal Court**

The Government of the United States of America and the Government of the Democratic Republic of the Congo, hereinafter "the Parties,"

Reaffirming the importance of bringing to justice those who commit genocide, crimes against humanity and war crimes,

Recalling that the Rome Statute of the International Criminal Court done at Rome on July 17, 1998 by the United Nations Diplomatic Conference of Plenipotentiaries on the Establishment of an International Criminal Court is intended to complement and not supplant national criminal jurisdiction,

Considering that the Parties have each expressed their intention to investigate and to prosecute where appropriate acts within the jurisdiction of the International Criminal Court alleged to have been committed by their officials, employees, military personnel or other nationals,

Bearing in mind Article 98 of the Rome Statute,

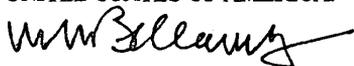
Hereby agree as follows:

1. For purposes of this agreement, "persons" are current or former Government officials, employees (including contractors), or military personnel or nationals of one Party.
2. Persons of one Party present in the territory of the other shall not, absent the express consent of the first Party,
  - (a) be surrendered or transferred by any means to the International Criminal Court for any purpose, or
  - (b) be surrendered or transferred by any means to any other entity or third country, or expelled to a third country, for the purpose of surrender to or transfer to the International Criminal Court.
3. When the United States extradites, surrenders, or otherwise transfers a person of the Democratic Republic of the Congo to a third country, the United States will not agree to the surrender or transfer of that person to the International Criminal Court by the third country, absent the express consent of the Government of the Democratic Republic of the Congo.
4. When the Government of the Democratic Republic of the Congo extradites, surrenders, or otherwise transfers a person of the United States of America to a third country, the Government of the Democratic Republic of the Congo will not agree to the surrender or transfer of that person to the International Criminal Court by a third country, absent the express consent of the Government of the United States.

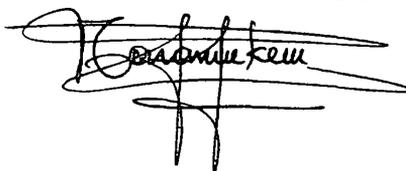
5. This Agreement shall enter into force upon an exchange of notes confirming that each Party has completed the necessary domestic legal requirements to bring the Agreement into force. It will remain in force until one year after the date on which one Party notifies the other of its intent to terminate this Agreement. The provisions of this Agreement shall continue to apply with respect to any act occurring, or any allegation arising, before the effective date of termination.

Done in Washington, DC, in duplicate, this 19th day of March 2003 in the English and French languages. In case of differences in interpretation, the English language text shall prevail.

FOR THE GOVERNMENT OF THE  
UNITED STATES OF AMERICA:



FOR THE GOVERNMENT OF THE  
DEMOCRATIC REPUBLIC OF THE CONGO:



[ FRENCH TEXT – TEXTE FRANÇAIS ]

**Accord entre le Gouvernement des États-Unis d'Amérique et  
le Gouvernement de la République démocratique du Congo  
relatif à la remise de personnes à la Cour pénale internationale**

Le Gouvernement des États-Unis d'Amérique et le Gouvernement de la République démocratique du Congo, ci-après dénommés "les Parties",

Réitérant l'importance de traduire en justice les auteurs de génocides, crimes contre l'humanité et crimes de guerre,

Rappelant que le Statut de Rome instituant la Cour pénale internationale, signé dans cette ville le 17 Juillet 1998 par la Conférence diplomatique de plénipotentiaires des Nations Unies sur la création de la Cour pénale internationale, a pour objet de compléter et non de supplanter les juridictions pénales nationales,

Considérant que chacune des Parties a exprimé son intention de procéder à des enquêtes et d'intenter, le cas échéant, des poursuites judiciaires en cas de commission présumée, par ses hauts responsables, ses employés, son personnel militaire ou autres ressortissants, d'actes relevant de la compétence de la Cour pénale internationale,

Et considérant l'Article 98 dudit Statut de Rome,

Sont convenus de ce qui suit :

1. Au sens du présent Accord, le terme "personnes" signifie les hauts responsables, les employés (y compris les sous-traitants) du gouvernement, le personnel militaire ou les ressortissants, actuels ou anciens, d'une Partie.
2. Les personnes relevant d'une Partie présentes sur le territoire de l'autre Partie ne peuvent, sans le consentement écrit de la première Partie :
  - (a) être remises ni renvoyées à la Cour pénale internationale, à quelque fin et de quelque manière que ce soit,
  - (b) ni être remises ou renvoyées, de quelque manière que ce soit, à une autre entité ou à un pays tiers quelconque, ni expulsées à destination de celui-ci aux fins de remise ou de renvoi à la Cour pénale internationale.
3. Lorsque les États-Unis extradent, remettent ou autrement renvoient à un pays tiers une personne relevant de la République démocratique du Congo, ils refusent de consentir à la remise ou le renvoi de celle-ci à la Cour pénale internationale par le pays tiers sans avoir obtenu le consentement écrit du Gouvernement de la République démocratique du Congo.

4. Lorsque le Gouvernement de la République démocratique du Congo extradite, remet ou autrement renvoie à un pays tiers une personne relevant des États-Unis d'Amérique, ledit Gouvernement refuse de consentir à la remise ou le renvoi de celle-ci à la Cour pénale internationale par le pays tiers sans avoir obtenu le consentement écrit du Gouvernement des États-Unis.
5. Le présent Accord entrera en effet par voie d'échange de notes venant confirmer que chaque Partie a bien rempli les conditions juridiques nationales nécessaires pour lui donner effet, et le demeurera jusqu'à l'expiration d'un délai d'un an suivant la date de notification, par l'une des Parties à l'autre, de son intention de le dénoncer. Les dispositions du présent Accord demeureront applicables eu égard à tout acte survenant ou à toute allégation présentée avant la date d'effet de cette dénonciation.

Fait à Washington, en double exemplaire, le 19 mars 2003, en langues anglaise et française. En cas de différences d'interprétation, le texte en langue anglaise prévaudra.

Pour le Gouvernement des Etats-Unis  
d'Amérique :



Pour le Gouvernement de la République  
démocratique du Congo :

